

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Jean Tulard (séance du lundi 9 février 2004)

Edouard Bonnefous : Votre remarquable exposé est la meilleure démonstration que l'Europe ne peut se faire par la force. La tentative malheureuse de Napoléon pour unifier l'Europe a été répétée par d'autres, notamment par l'Allemagne, en 1914 et en 1940, avec le même insuccès. Qu'est-ce qui a changé radicalement les choses après la dernière guerre ? C'est un Anglais, Winston Churchill, qui a lancé l'idée de faire l'Europe dans son fameux discours de Zurich. Non seulement il a lancé cette idée, mais il a en outre tenu, par sa présence assidue comme membre des assemblées européennes, à prouver que l'on pouvait faire l'Europe, avec l'Angleterre et d'une façon démocratique.

*

* *

Roland Drago : Vous avez dit avec raison que l'Europe de Napoléon s'était fondée sur la force et sur l'empirisme. Il subsiste néanmoins un mystère que j'aimerais que vous nous elucidiez. L'attribution du titre de « roi de Rome » au fils de Napoléon a été considérée comme une référence au titre de « roi des Romains », qui s'appliquait au futur empereur dans le Saint Empire Romain Germanique. Existe-t-il des documents qui attesteraient de la volonté de Napoléon de se référer au Saint Empire ou bien s'agit-il d'une interprétation non fondée ?

*

* *

Thierry de Montbrial : Vous avez présenté le schéma napoléonien comme une course au galop. Vous avez décrit comment il s'est, en quelque sorte, laissé entraîner par lui-même. Mais n'y avait-il pas chez Napoléon une vision préalable de l'Europe ? A-t-il accompli un projet ou bien ce projet s'est-il réalisé du fait de sa propre course ? Je voudrais lier ce point à la question de Talleyrand, qui avait une vision extrêmement précise et ancienne de l'Europe. À quand date exactement la rupture entre Napoléon et Talleyrand ? Certains affirment qu'elle s'est manifestée dès 1805.

Enfin, j'aimerais porter nos regards sur l'Europe actuelle. Nous oublions trop facilement qu'il y a peu de pays en Europe qui gardent un bon souvenir de Napoléon, à part, sans doute, la Pologne. Je me demande donc si, dans les réticences qui se manifestent en Europe à l'égard des Français, suspects d'avoir des visées impérialistes, il n'y aurait pas un souvenir napoléonien.

*

* *

Gérald Antoine : Me serais-je abusé ? Lorsque vous avez abordé, très rapidement, le problème de la langue, votre ton s'est abaissé. Était-ce l'expression d'un doute ? Le fait est que les envoyés de Napoléon, dans tous les départements, dont vous avez cité un certain nombre, ont édité des règlements pleins à la fois d'exigences et d'espérances. Ces envoyés – le plus souvent les préfets – reprennent les arguments de Rivarol (son fameux *Traité* n'était pas si loin : 1784) et ils

n'hésitent pas à lancer des appels à l'usage exclusif du français. J'ai sous les yeux un texte de Lezay-Marnesia, préfet de Rhin-Moselle : « ... la République est intéressée à avancer autant que possible l'heureuse époque où les peuples réunis dans son sein, sous les mêmes lois, parleront la même langue ? » Permettez-moi de signaler au passage que ce préfet fut le créateur de la première école normale primaire. Elle ouvrit ses portes à Strasbourg. Elle devait être, dans son esprit, le moyen pour tous les instituteurs d'enseigner de la même manière le même français aux enfants.

Cependant, le premier Consul puis l'Empereur ne paraît pas avoir systématiquement encouragé ce zèle : partout la même langue, non. Vous avez cité la Hollande : il s'y est montré d'une extrême prudence à l'égard du flamand. Vous avez évoqué l'Italie : il a toujours respecté la langue italienne (qu'il parlait lui-même). Sa pensée directrice était, semble-t-il, qu'il ne fallait s'appliquer à enseigner le français à titre exclusif que là où il serait bien reçu. L'important était de faire pénétrer partout l'ordre impérial ; mais à cette fin il convenait de choisir les moyens d'expression les plus propres à le faire entendre et progresser. Mieux valait donc éviter d'imposer à un peuple un idiome dont il ne voulait pas. Napoléon avait-il une politique de la langue ? – Oui, sans doute, mais n'était-elle pas moins ferme, en tous cas moins univoque que celles du droit et de la force ? LA question mérite d'être posée.

*
* *

Bernard Bourgeois : Puisque vous avez cité Hegel deux fois, permettez-moi de le citer une troisième fois. Je me demande si, dans cette communication, qui est un magnifique tableau du Waterloo de l'Europe française, vous n'avez pas « hegelianisé » vous-même en opposant ainsi dramatiquement la longue montée en gloire de l'Europe à la brutalité de sa chute, dans l'équilibre européen - l'équilibre n'étant que la fixation de la désunion. Il se pourrait que, ce faisant, vous ayez bien illustré le grand thème hegelien suivant : toutes les fois que l'Europe a voulu s'unir et a été sur le point de s'unir, elle est retombée dans une division beaucoup plus grande que celle qu'elle avait essayé de surmonter.

Napoléon lui-même n'était-il pas, dans sa prévision du destin de l'Europe, quelque peu hegelien ? On peut en effet penser qu'il aurait redouté de façon fondamentale l'échec de son entreprise. Napoléon et les révolutionnaires français me semblent habités par la contradiction suivante : un volontarisme créationniste extraordinaire et une pensée pessimiste de l'histoire qu'ils construisent. Le pessimisme tiendrait au fait qu'ils n'arrivent pas à comprendre comment peut-être possible ce qu'ils appellent le miracle de la révolution. Or, lorsque l'on ne pense pas véritablement ce que l'on veut, la volonté ne saurait être effective et absolue. Napoléon ne disait-il pas que la figure moderne du destin, c'est la politique ? Parler du destin, c'est toujours, plus ou moins, y consentir.

*
* *

Jean-Claude Casanova : On a souvent présenté la Sainte Alliance comme une construction de l'Europe qui aurait buté sur le nationalisme. Elle n'a pas buté que sur le nationalisme, mais également sur la démocratie à la fin de sa vie. Metternich, qui pressent l'explosion de 1848, dit que le problème tient au fait que les gens font des études. Cela veut dire que les gens veulent autre chose et que l'Europe, hétérogène par les régimes politiques, ne peut pas fournir une Europe unie.

Mon deuxième point concerne l'usage du mot « fédération » par Napoléon. À vrai dire, il a hésité dans l'usage de ce mot. Classiquement, c'est Montesquieu qui utilise le mieux l'expression « république fédérative ». Il dit très simplement que lorsque l'on est petit, on est intense mais

faible ; quand on est grand, on est fort mais dilué. Il y a donc une seule synthèse possible, c'est la république fédérative où les petits intenses se fédèrent dans une puissance forte. Les Fédéralistes, qui ont bien compris le texte de Montesquieu, ont fait la constitution américaine à partir de cette conception. En revanche, Napoléon n'a pas compris Montesquieu. En 1804, lorsqu'il fait son discours sur la médiation de la Suisse, il utilise le mot « fédération » et dit aux Suisses qu'ils peuvent être des confédérés ou des fédérés parce qu'ils sont petits ; mais il ajoute que ce serait impossible dans un pays grand comme la France. Mais à Sainte-Hélène, il rectifie et utilise le mot « fédération » à propos de l'Europe en faisant une grande apologie européenne anti-anglaise.

J'aimerais revenir sur Hegel. Dans une lettre qui doit être de 1807, ce dernier écrit qu'il y a en Allemagne des professeurs de droit qui chicanent et discutent, mais qui devraient savoir qu'il n'y a plus qu'un seul professeur de droit en Europe ; il est à Paris et il s'appelle Napoléon. Sous la plume de Hegel, il ne s'agit pas d'une plaisanterie. Le philosophe veut dire par là que Napoléon généralise le droit civil, c'est-à-dire l'égalité civile. Vous m'accorderez que, sur ce point, Napoléon a totalement triomphé. La disparition de la chambre des Lords, en Angleterre, et la suppression du droit héréditaire sont le salut tardif de l'Angleterre à l'oeuvre de Napoléon, poursuivant l'oeuvre de la révolution française, c'est-à-dire l'égalité civile, c'est-à-dire la société civile, à laquelle s'ajoutent les changes et la monnaie. Il y a un texte de Napoléon dans lequel il dit qu'il faudrait qu'il y ait une monnaie avec, côté face, l'effigie de l'empereur et, côté pile, quelque chose qui rappellera l'Allemagne, l'Italie etc. C'est très exactement ce qui se produit aujourd'hui avec l'euro.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, avait dit vers 1807 : « Mon neveu est fou à lier. » Que pensez-vous de cette affirmation et s'applique-t-elle à la politique européenne de Napoléon ?

*
* *

Jacques de Larosière : Napoléon a été le grand sauveur de la monnaie. C'est lui qui a institué le franc germinal et la Banque de France, en 1800, dont le premier gouverneur fut du reste un banquier suisse. La stabilité monétaire instituée par Napoléon grâce à la convertibilité du franc germinal en or a duré un siècle et n'a pris fin qu'avec la première guerre mondiale. Alors qu'il a tellement avancé dans le domaine juridique - notamment avec la rédaction du Code civil dans laquelle il s'est personnellement investi - pourquoi n'a-t-il pas manifesté la même énergie dans le domaine monétaire afin que le franc or devienne la monnaie unique de l'Europe qu'il avait sous son autorité ? L'explication pourrait être que toutes les monnaies qui avaient cours à l'époque étaient déjà convertibles en or et qu'ainsi la nécessité de recourir à une monnaie unique se faisait moins sentir qu'aujourd'hui.

*
* *

Jean-Marie Zemb : *Audiatur et altera pars !* Que désigne « l'Europe de Napoléon », une vision au demeurant tardive ou la réalité d'un sous-continent débarrassé du spectre de la Terreur par un coup d'Etat militaire d'un Corse surdoué ? Moins ambigu serait sans doute « l'Europe sous Napoléon », car l'esprit de 'collaboration' plus ou moins servile ou romantique ne survivra pas au régime policier des marches d'un Empire plus familial que français. Certes, Napoléon n'a pas aboli les *langues*, mais il leur a coupé la *parole*, la traduction du 'Moniteur' fournissant aux rédactions étrangères de quoi faciliter le travail à la censure préventive. Les pays germanophones avaient certes de la censure politique assez d'expérience pour en déjouer les pièges. Le musée de Meersburg, en face de Constance, conserve à cet égard des documents éloquentes, dont un grand journal fait de blancs sous tous les titres et dans toutes les rubriques, y compris les Faits divers et le Feuilleton. La chape de plomb déployée sur les provinces départementalisées empêchait la diffusion non seulement de l'exécution, en Carniole slovène, d'otages civils adossés au mur d'une chapelle, mais aussi du lâchage indigne et inavoué de la Résistance d'Andreas Hofer par le gouvernement de Vienne. L'oppression était telle que l'effondrement de la dictature fut ressenti comme une seconde libération, sans empêcher des effets durables, dont, au Tyrol, une francophobie tenace à laquelle seul le Général et futur sénateur Béthouard sut mettre un terme en tant que Haut-Commissaire de la République en Autriche de 1945 à 1950, notamment en réhabilitant avec tous les honneurs militaires le Résistant Andreas Hofer.

*
* *

Alain Plantey : Je ne pense pas que l'on puisse penser l'aventure de Napoléon comme un phénomène seulement rationnel. On ne peut pas concevoir que cet homme ait pu constituer l'Europe en seulement quelques années s'il n'avait pas suscité un grand enthousiasme. Même Talleyrand a avoué : « J'ai aimé Napoléon. » L'unification napoléonienne n'était pas seulement un processus logique ; c'était quelque chose qui plaisait.

En deuxième lieu, il me semble que si l'on regarde l'Angleterre et que l'on compare son ordre social actuel à celui de l'Europe continentale, on voit dans quel état serait l'Europe s'il n'y avait pas eu la conquête napoléonienne : la propriété du sol y est féodale ; je passe sur le commandement militaire, sur l'organisation administrative etc. Il n'y aurait pas la Communauté européenne si le corps social européen était resté dans l'état antérieur à Napoléon.

*
* *

Henri Amouroux : N'y a-t-il pas eu en Europe des petites gens, des penseurs, les hommes politiques, des généraux qui ont cru en Napoléon ? N'y a-t-il pas eu - en utilisant un mot aux connotations négatives - des gens qui ont collaboré avec Napoléon ? Quel a été leur destin après l'effondrement de l'empire ? Y a-t-il eu une épuration ?

Seconde question : le retour de l'île d'Elbe n'a-t-il pas été une catastrophe ?

*
* *

Marcel Boiteux : Qu'est-il resté en Europe des réformes administratives faites par Napoléon ? Que sont devenus les départements, les préfets ? En est-il resté quelque chose, si ce n'est géographiquement, au moins dans les mœurs ?

*
* *

Réponses :

A Edouard Bonnefous : Vous avez eu raison d'évoquer l'Angleterre et après vos propos, je me vois contraint de retirer le terme « perfide » que j'avais appliqué à Albion. Mais il faut quand même noter que l'Europe qui va se faire sera une Europe qui reprend Napoléon ; l'Europe qui va se faire, c'est l'Allemagne (d'Adenauer), l'Italie (de Gasperi) et la France (de Robert Schuman), c'est-à-dire une Europe de la démocratie chrétienne avec cet axe qui dominait dans le grand empire : Milan-Lyon-Strasbourg-Francfort.

A Roland Drago : Il y a probablement une allusion au passé dans le titre de roi de Rome, mais le titre a été donné en 1811 sans réflexion préalable. Il convient de se rappeler que jusqu'au dernier moment il n'était pas possible de savoir si l'enfant qui allait naître serait un garçon ou une fille. Le titre de roi de Rome a donc été un peu improvisé. Cela n'a eu du reste aucune importance puisque le roi de Rome n'a jamais été présent quand il aurait fallu et qu'il n'a donc joué aucun rôle important dans l'empire. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que le pouvoir napoléonien reste, même après le sacre, même après la naissance du roi de Rome, une dictature de salut public à la romaine. La France était dans une situation désespérée. On est allé chercher Cincinnatus. Jamais on n'a raisonné en termes de dynastie, mais toujours par rapport à un chef unique, qui disposait d'un incontestable charisme.

A Thierry de Montbrial : Apparemment, Napoléon n'a eu aucune vision préalable. On a ses écrits de jeunesse. Jamais il n'y parle de l'Europe. Il a une vision pour l'Italie, il a une vision pour la Suisse, mais pas de vision européenne. Je pense qu'il est une force qui va et que ce n'est qu'à la fin, à Sainte-Hélène, et encore ..., qu'apparaît une vision réfléchie. Permettez-moi d'attirer votre attention sur *le Mémorial de Sainte-Hélène*. C'est l'ouvrage de référence lorsque l'on veut comprendre la pensée de Napoléon. L'histoire napoléonienne a été écrite à l'aune du *Mémorial de Sainte-Hélène*. Dans cet ouvrage, qui va avoir un succès immense dès 1823, deux ans après la mort de Napoléon, les événements et les personnages sont jugés. Il y a les bons, les méchants, les traîtres (Fouché et Talleyrand), les faibles (Murat). On trouve là une magnifique distribution des rôles, mais qui ne correspond pas toujours à la réalité. D'autre part, une grande partie des déclarations de Napoléon (« J'ai voulu faire les États-Unis de l'Europe, ... je suis le champion de la Révolution » etc.) pourraient ne pas avoir été dites car *le Mémorial de Sainte-Hélène* n'est pas un livre de Napoléon, mais de Las Cases, qui écrit avec une vision très précise de l'époque dans laquelle va paraître le livre. C'est une époque de montée du nationalisme, des nationalités et du libéralisme. La meilleure preuve qu'il ne faut considérer *le Mémorial* que comme un instrument de propagande, c'est qu'y figure un document qui établit que Napoléon n'a jamais voulu s'engager en Espagne et qu'il avait tout de suite compris que l'affaire tournerait mal. C'est une lettre magnifique, d'une vision extraordinaire, où Napoléon écrit à Murat. L'ennui est que cette lettre n'a jamais existé parce qu'elle a été forgée par Maret, duc de Bassano - qui fut de notre compagnie et dont Talleyrand, qui était lui-même de notre compagnie, disait : « Il n'y a qu'une personne plus bête que M. Maret, c'est le duc de Bassano ».

En revanche, en ce qui concerne Talleyrand, il est un diplomate qui a été formé à l'école de Choiseul et qui est en permanence favorable à l'Autriche. Les divergences avec Napoléon commencent en 1805 car l'empereur est partisan de l'alliance avec la Prusse. N'oublions pas que les révolutionnaires étaient convaincus que la Prusse marcherait avec eux parce qu'elle avait accueilli Voltaire. La séparation de Napoléon du Talleyrand a eu également pour cause la corruption de Talleyrand, devenue insupportable.

En ce qui concerne le souvenir de Napoléon en Europe, il est des pays, telle l'Allemagne ou l'Italie, où il est resté populaire. A titre d'illustration, le *Napoléon* que j'ai publié chez Fayard a été traduit dans tous les pays d'Europe, sauf en Espagne, ce qui se comprend assez bien.

A Gérard Antoine : Il est vrai que l'enseignement de la langue française ne m'est pas apparu comme étant la grande conquête napoléonienne. Ainsi que je l'ai déjà dit, le français était déjà présent en Europe et Napoléon a plutôt trouvé une situation qu'il ne l'a créée. Les textes administratifs étaient souvent bilingues et la langue du pays était respectée.

A Jean-Claude Casanova : Si Napoléon a fait en Suisse un système fédératif, c'est parce qu'il y était contraint. N'oublions pas que la révolution française avait déjà pratiqué un impérialisme en créant des « républiques sœurs ». À côté de la république batave et de la république parthénopeenne, il y avait eu la république helvétique. On avait donné à la Suisse un système centralisé, fondée sur la constitution de 1795. Malheureusement, la Suisse a été incapable de supporter ce système centralisé.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : Il existe un mot plus nuancé et plus authentique que celui de Fesch, c'est celui de Talleyrand rencontrant le Tsar à Erfurt en 1809 : « Sire, la Russie a un peuple barbare et un prince civilisé. La France a un peuple civilisé et un prince barbare. »

A Jacques de Larosière : Nous manquons de documents concernant la volonté de Napoléon de faire une monnaie unique. S'il ne l'a toutefois pas fait, c'est sans doute en raison de l'étonnante diversité monétaire qui régnait alors. La convertibilité en or existait bel et bien, mais sa réalisation aurait entraîné d'énormes problèmes.

Une comparaison entre la situation financière de l'Angleterre et celle de la France permet d'établir que la première emprunte alors que la seconde n'emprunte plus. Mais en 1815, on s'aperçoit que l'Angleterre est ruinée et que s'annonce la grande misère victorienne. En France, la situation est tout différente car les guerres napoléoniennes ont très peu coûté à la France. Quand Napoléon faisait la guerre, il imposait des tributs de guerre qui n'étaient pas affectés au Trésor public, mais à une caisse à part.

A Jean-Marie Zemb : J'aurais effectivement dû évoquer la censure et notamment Mme de Staël qui en fut la grande victime.

A Alain Plantey : On peut attribuer une grande part des succès de Bonaparte à son charisme, qui en fait le premier héros romantique. En outre, Napoléon se compose un personnage - avec son chapeau, sa redingote et sa main dans le gilet - qui est facilement reconnaissable sur les champs de bataille, ce qui servait évidemment à galvaniser les troupes.

A Henri Amoureux : Les collaborateurs furent légion. Peu d'hommes ont résisté. Goethe lui-même a accepté la Légion d'honneur. Goya s'est rallié. L'épuration s'est déroulée de diverses façons. En Espagne, les collaborateurs ont dû fuir et beaucoup se sont retrouvés à Bordeaux. En Allemagne, cela c'est mieux passé.

Le retour de l'île d'Elbe a en effet été malheureux, à plusieurs titres. Premièrement, parce qu'il s'est mal terminé ... Deuxièmement, parce qu'il a fallu restituer les oeuvres d'art prises à l'étranger. Troisièmement, parce que nos frontières ont dû être à nouveau rectifiées. Quatrièmement, parce qu'il a jeté le trouble dans l'esprit des fonctionnaires qui ne savaient s'ils devaient rester fidèles à Louis XVIII ou se rallier à Napoléon.

A Marcel Boiteux : En 1815, on revient en arrière. L'oeuvre administrative de Napoléon est abolie en France par la charte de Louis XVIII. Mais cette oeuvre subsiste encore un temps en Allemagne, sur la rive gauche du Rhin, et en Italie du Nord.